



Acad_Grenoble

Déclaration liminaire du Sgen-CFDT

CSA du 18 janvier 2024

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Tout d'abord nous vous adressons nos meilleurs vœux en cette nouvelle année.

Les années, comme les ministres passent, les réformes s'entassent mais sont-elles pensées ?

Pour 2024, nous souhaitons que notre ministre soutienne l'école publique et soutienne ses personnels. Cela devrait pourtant aller de soi, on en est bien loin.

Pour 2024, nous souhaitons que le ministère arrête de faire des réformes sans avoir fait le bilan des précédentes, et sans avoir pris le temps de l'analyse de ces bilans, parfois même sans que la réforme précédente ne soit arrivée à son plein développement.

Le temps du politique est différent du temps éducatif. Il est dommage de ne pas faire preuve de respect de l'expertise des professionnels de terrain en se donnant 1 an plutôt que quelques semaines pour boucler un projet de refonte de l'année de Terminale Bac pro.

Le Sgen-CFDT et la Fep CFDT continuent de demander un moratoire d'un an pour cette réforme de la terminale bac pro.

Mme la Rectrice, ce CSA est consacré à la préparation de la rentrée 2024.

Les inquiétudes et la colère sont fortes parmi les personnels, l'inquiétude est particulièrement vive chez nos collègues des équipes de direction de collège : la mise en œuvre des groupes de niveaux, relève quasiment de la mission impossible, symptôme s'il en fallait d'une énième « réforme », lubie ?, dont les impensés pratiques sont une nouvelle fois criants :

- Pas réellement financée : la 26ème heure de sixième et même 1/4 de la marge de chaque classe n'y suffiront pas.
- Pourquoi un seuil à 200 pour les groupes d'élèves faibles alors que dans Archipel, ce seuil est à 225.
- Des effectifs réels souvent bien supérieurs aux prévisions des DASEN et par conséquent, des groupes de 15 qui ne seront possibles que sur la seule base des effectifs bas.
- Dans certains collèges, comment faire 5 groupes avec 4 enseignants de la discipline.
- En 6ème et en 5ème, aucun enseignant de français ou de mathématiques ne pourra plus être professeur principal alors que les chefs d'établissement peinent déjà à trouver des volontaires pour une fonction dont on ne mesure et ne reconnaît pas suffisamment la charge de travail et d'investissement qu'elle représente sur certains niveaux.
-

De plus, cette introduction de groupes de niveaux au collège, une recette passéiste ne fonctionnant pas, comme les études le montrent, risque de dégrader la mixité sociale, alors que les écarts se sont déjà creusés ces dernières années.

Nous rappelons la demande du Sgen-CFDT comme de la FEP-CFDT d'aller bien au-delà d'une allocation progressive des moyens de 6h: nous souhaitons que les dotations des établissements d'un bassin de formation, publics comme privés, soient modulées en fonction de l'écart par rapport à l'IPS moyen du territoire. Un tel système de bonus-malus inciterait les établissements à la mixité sociale et contrebalancerait les effets de l'évitement scolaire.

Pour 2024, nous souhaitons que se développe un réel dialogue social qui permette une construction conjointe des évolutions, qui permette la prise en compte de la réalité du travail des personnels et de l'impact de toute modification du fonctionnement sur les conditions de travail de ceux-ci.